

Actu-Eco; Conjoncture

«Gilets jaunes» : les commerçants dénoncent un effet désastreux sur leur activité

Wladimir Garcin

1,168 mots

20 novembre 2018

17:36

Le Figaro Premium

FIGPRE

Français

Copyright 2018. Le Figaro. All rights reserved. .

FOCUS - Alors qu'Edouard Philippe a répété sa «détermination» face aux manifestations organisées par les «gilets jaunes», les entreprises s'inquiètent des répercussions économiques majeures des blocages, à l'orée du «Black Friday».

Au lendemain de la [mobilisation massive des «gilets jaunes»](#), ce week-end, les premiers chiffres sur l'impact économique des blocages commencent à tomber. Plusieurs fédérations et industries alertent sur un effet désastreux pour leur activité, et en appellent au gouvernement pour mettre un terme au plus vite aux manifestations qui parasitent leurs affaires. La situation est d'autant plus tendue que bon nombre de professionnels font état d'une année 2018 compliquée, baisse du pouvoir d'achat oblige, alors que les commerces comptent sur les fêtes de fin d'année pour redorer leur bilan final.

» LIRE AUSSI - [Suivez notre direct sur les «gilets jaunes»](#)

Le chiffre d'affaires des commerces particulièrement touché

En première ligne, les représentants des commerces font état de l'effet très néfastes des mobilisations sur leur chiffre d'affaires de ces derniers jours. La [Fédération du commerce et de la distribution](#) (FCD), regroupant des enseignes comme Carrefour, Darty, Go Sport ou encore Nicolas, explique que «plusieurs centaines de magasins ont été fermés ou bloqués» durant le week-end, et que «plusieurs dizaines d'entrepôts» restaient perturbés par les manifestants lundi. Les actions ont entraîné une baisse importante du chiffre des magasins, entre 30% et 80% selon le lieu, depuis samedi. De son côté, l'institut d'étude Nielsen a estimé que les actions avaient entraîné une chute du chiffre d'affaires des hypermarchés et supermarchés de «35%» ce samedi, entraînant une «journée noire pour la grande distribution» qui n'a pas été compensée par l'anticipation d'achats le vendredi.

» LIRE AUSSI - [Jean-Yves Le Drian appelle à «entendre la souffrance» des «gilets jaunes»](#)

En parallèle, le Conseil du commerce de France (CDCF), regroupant une trentaine de fédérations, dont les centres commerciaux, les bijouteries ou encore les enseignes de l'habillement, a publié lundi [un communiqué](#) dans lequel son président, William Koeberlé, dresse un constat particulièrement alarmant pour les commerçants: ils ont subi «samedi une baisse de chiffre d'affaires comprise entre 20% et 50%, voire près de 75% pour certaines enseignes». Au total, sur le week-end, et malgré une reprise partielle dimanche, les adhérents rapportent une «perte de chiffre d'affaires d'au moins 30%». Le Conseil rappelle que les petits commerces sont parmi les plus touchés, et il demande donc «aux pouvoirs publics de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la situation au plus vite» pour préserver la «dynamique des villes» ainsi que les «emplois» en jeu. «Il est urgent de rétablir l'accès aux commerces», conclut William Koeberlé.

Cette baisse de fréquentation touche les établissements de toute taille, y compris les centres commerciaux. Interrogé par Le Figaro, le délégué général du [Conseil national des centres commerciaux \(CNCC\)](#), Gontran Thüring, explique que ses adhérents ont constaté une [baisse de la fréquentation](#) de 40% samedi, et de 20% sur l'ensemble vendredi, samedi et dimanche. Si l'Île-de-France a été relativement épargnée par les blocages, plusieurs régions sont particulièrement touchées, comme le nord, le sud-ouest de la France ou la Bretagne. Pour le représentant, les choses «se sont tassées ces deux derniers jours», mais les établissements redoutent une [«radicalisation» des manifestants](#) qui pourrait mener à un enlèvement du conflit, en plein week-end du «Black Friday», particulièrement important pour le commerce. «Nous espérons que les blocages ne vont pas durer, mais on parle déjà d'une [manifestation à Paris samedi](#) », s'inquiète-t-il.

Le gouvernement doit «prendre ses responsabilités»

«Le commerce entier est touché et inquiet», martèle de son côté Sandrine Marcot, présidente déléguée de l'Union de la bijouterie-horlogerie (UBH), qui s'appuie sur les déclarations des différentes fédérations du commerce en France ainsi que de la Confédération des PME (CPME). Selon les remontées des professionnels, les clients n'ont pu se rendre dans les magasins à cause des blocages ou ont préféré annuler leurs déplacements en prévision des actions sur les routes. «Tout le monde est unanime: les fédérations ont été mobilisées tout le week-end», ajoute-t-elle, avant de préciser qu'en cas de poursuite, la stratégie de blocage des «gilets jaunes» aurait des conséquences «purement catastrophiques» pour les entreprises. Les fêtes de fin d'année représentent un pic de vente pour les différentes industries qui risquent de voir leurs clients se fournir davantage sur les grandes plateformes de vente en ligne, faute de pouvoir se rendre en magasin. Dans l'ensemble, sur le weekend, les commerces de la bijouterie-horlogerie font état d'une perte de chiffre d'affaires de 58 à 62%, avec des pics à 75% dans certaines zones. «Le sujet a fortement mobilisé les professionnels qui s'inquiètent de cette perte sèche après une année 2018 marquée par une baisse des ventes», explique-t-elle. Les professionnels, là encore, demandent donc au gouvernement de «débloquer la situation» afin que le conflit se règle au mieux pour toutes les parties prenantes.

[Marie Visot : "Le sentiment de déclassement est à l'origine des "gilets jaunes" - Regarder sur Figaro Live](#)

» [LIRE AUSSI - Il y a sept ans, les carburants étaient au même prix](#)

Lundi, plusieurs organisations représentatives des professionnels du transport routier se sont également inquiétées des conséquences de la mobilisation sur leur activité. La Fédération nationale des transports routiers (FNTR), l'Union des entreprises de transport et de logistique de France, la Chambre syndicale du déménagement et l'Unotra ont ainsi expliqué, dans un [communiqué commun](#), qu'elles ne se joindraient pas au mouvement à cause de «leur situation économique tendue». En l'absence d'action significative de la part du gouvernement, les représentants menacent d'intervenir directement pour «préserver les intérêts des transporteurs et la sécurité de leurs personnels». La situation est d'autant plus grave que les chefs d'entreprise du transport routier anticipaient déjà une fin d'année 2018 morose, et s'attendaient à ce que «[leur activité décélère de nouveau](#)». La FNTR exhorte donc le gouvernement à «prendre ses responsabilités» dans ce conflit.

Le patronat manifeste lui aussi ses inquiétudes quant au mouvement des «gilets jaunes», [par le biais du Medef](#), et rappelle qu'il ne doit pas «pénaliser l'activité économique» de l'Hexagone: l'organisation appelle donc le gouvernement à «tout faire pour que l'économie française ne soit pas entravée». La CPME a elle aussi [mis en garde](#) les manifestants: «nous n'accepterons pas que les entreprises soient doublement pénalisées et fassent les frais d'une situation dont elles ne sont en rien responsables». Même son de cloche [du côté d'Alain Griset](#), président de l'Union des entreprises de proximité: «le pire serait d'organiser un blocage de l'économie et d'aggraver la situation générale», alerte le cadre, qui ajoute que «l'expression de ces mécontentements ne doit pas pénaliser les entreprises».

Document FIGPRE0020181120eebk0058x